
JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI

LE GÉNÉRAL ET L'HISTOIRE

Le général de Gaulle entretient un double rapport avec l'Histoire à majuscule, ayant été une figure majeure de celle *s'écoulant* et restant massivement présent dans celle *se transmettant* – en d'autres termes, ayant pesé sur le fil du temps de la communauté nationale et pesant encore sur les mémoires plurielles qui tentent d'en restituer le cours et la signification, et notamment en leur sein cette mémoire savante qu'est la discipline historique : l'Histoire, donc, entendue à la fois comme le passé des groupes humains et comme les façons, « scientifiques » ou pas, d'en rendre compte. Un double rapport aussi dense n'est pourtant pas donné à tous les personnages dits historiques et, par-delà l'apparente contradiction d'un tel constat, s'y trouve précisément ce qui confère au général de Gaulle une place si particulière dans notre histoire nationale. Certes, si ces personnages acquièrent un tel statut, c'est qu'ils ont interféré dans l'histoire-s'écoulant et qu'ils figurent à ce titre dans l'histoire-se-transmettant, mais encore convient-il, sur ces deux registres, de distinguer une échelle de Richter de l'intensité historique. Et force est de constater que de Gaulle y occupe, dans les deux cas, l'échelon le plus élevé, en tout cas pour les cent cinquante dernières années. Sans compter que, étant devenu sur le tard mémorialiste, il a lui-même proposé une version de son passage d'une histoire à l'autre.

77

LA GUERRE, TOUJOURS RECOMMENCÉE

La place du général de Gaulle dans le cours de l'histoire française est indéniable et il paraît presque superflu de la rappeler. Il convient pourtant de le faire ici, au moins à gros traits, car c'est bien celle-ci qui détermine l'empreinte gaullienne sur la mémoire collective et de ce fait sur l'autre registre. D'autant que cette place dans l'histoire nationale a été triple, la première fois en mode mineur, les deux suivantes en majesté historique.

Mode mineur ? Entendons par là que cette première irruption dans cette histoire nationale s'est faite sans « h » majuscule, Charles de Gaulle n'étant alors qu'un acteur parmi tant d'autres de la Grande Guerre. Blessé dès l'été 1914 et à nouveau l'année suivante, décoré de la croix de guerre et promu capitaine, le jeune saint-cyrien est blessé une fois encore, le 2 mars 1916, devant le fort de Douaumont et se retrouve de surcroît prisonnier en Allemagne. Il tentera cinq fois de s'évader et sera cinq fois repris. Une guerre glorieuse, donc, certes pour l'heure sans émergence à l'existence historique mais avec déjà, sans que cela soit contradictoire, une identité historique forte : l'appartenance à la « génération du feu », qui revêt, de fait, chez de Gaulle, une signification historiquement et humainement très dense.

78 L'Histoire en mode majeur viendra pour lui par la suite, mais observons d'emblée que la vie du général de Gaulle va faire corps avec l'une des constantes de l'existence de l'État-nation France durant presque un siècle : la guerre, toujours recommencée, depuis le conflit franco-prussien en 1870 jusqu'à l'indépendance de l'Algérie en 1962. Du reste, l'enfant né en 1890 avait vibré tout au long de sa jeunesse à l'unisson d'un père au nationalisme sourcilleux, puis le jeune saint-cyrien passionné d'histoire paraît avoir été taraudé par le souvenir des provinces perdues en 1871.

La guerre, dès lors, sera toujours présente chez l'officier progressivement monté en grade, même durant cet entre-deux où rares sont ceux qui ont eu rapidement la prescience qu'il deviendrait un entre-deux... guerres. C'est d'ailleurs mû par une telle prescience que cet officier devient, durant cette période, un intellectuel réfléchissant sur *la France et son armée* : tel est le titre d'un de ses livres, paru en 1938, qui faisait suite à d'autres ouvrages ou articles sur le même thème. Et c'est bien à la croisée de la France et de la défaite de son armée qu'il va émerger à la surface de l'Histoire et qu'il s'y maintiendra désormais.

Il n'est nul besoin de développer ici. La Seconde Guerre mondiale, d'abord, lui confèrera une telle stature historique. Le général de brigade à titre temporaire du printemps 1940 devint l'homme du 18 Juin puis le chef de la France libre : la réaction de nationalisme blessé et le pressentiment que le conflit ne faisait que commencer placèrent bientôt le « général Micro » en situation d'incarner une France restée combattante dans l'épreuve et donc une alternative historique. D'une certaine façon, quand, presque cinq années plus tard, le maréchal Keitel sursaute, le 8 mai 1945, en apercevant le général de Lattre parmi les signataires de la capitulation allemande, son haut-le-corps est significatif : la France défaite en 1940, sortie de l'Histoire par l'armistice, y revenait

ainsi par la grande porte en figurant dans le camp des vainqueurs, et de Gaulle, le démiurge d'une telle métamorphose, y rentrait lui aussi, de conserve avec un pays qu'il avait replacé dans des vents historiques plus favorables.

Cela étant, il n'en avait pas terminé pour autant avec les tempêtes d'une histoire qui poursuivait son cours. C'est une autre guerre, en effet, qui le ramène au cœur de cette histoire. Certes, celle-ci n'est ici « que » nationale, mais pleinement rattachée à l'histoire mondiale : le conflit algérien se rattache, de fait, au mouvement universel de décolonisation. On sait ce qu'il en fut de ses retombées sur cette histoire nationale : le retour au pouvoir après le 13 mai 1958 puis la naissance de la V^e République. Avec, il est vrai, sur la résolution de la guerre d'Algérie, une trace mémorielle beaucoup plus composite et polémique que pour la Seconde Guerre mondiale.

79

À propos de cette guerre, seuls les anciens vichystes ont, par la suite, voué l'action du général de Gaulle aux gémonies, mais leur voix était historiquement un filet de voix car provenant de vaincus, délégitimés par la collaboration, minoritaires et sans réel écho dans le pays. Même par la suite, cette voix ne pourra ainsi jamais nourrir, sur ce registre en tout cas, une contre-figure du général de Gaulle. En revanche, elle viendra, si l'on peut dire, prêter main-forte à une mémoire, sur ce dernier, beaucoup plus contrastée : celle générée par le dénouement de la guerre d'Algérie. Les adversaires de l'indépendance crieront, en effet, à la trahison sur le moment puis au fil des décennies suivantes, et conserveront une hostilité souvent viscérale envers de Gaulle et ses partisans, transmise en outre de génération en génération.

LA STATUE DU COMMANDEUR

Le général de Gaulle acteur de l'histoire-s'écoulant n'est donc pas forcément le même que celui présent dans l'histoire-se-transmettant, d'autant qu'une telle transmission ne s'opère pas seulement par les historiens artisans d'une mémoire savante, mais également par des mémoires plurielles et parfois antagonistes. Un tel constat est assurément banal, mais il contraint les historiens à admettre, et à étudier, une dichotomie des rapports entre de Gaulle et l'Histoire. Il y a bien deux corps du Général, l'une dans l'histoire qu'ils ont pour fonction de reconstituer, l'autre dans cette autre forme d'histoire qu'est l'empreinte multiforme laissée par la première dans les mémoires. Cette dichotomie, du reste, renvoie à une autre dichotomie qui avait commencé lors de ses obsèques.

Bien des chefs d'État avaient fait le voyage ce jour-là pour assister à un *Te Deum* à Notre-Dame de Paris, en l'absence de la dépouille du défunt, demeurée à Colombey-les-Deux-Églises. La scène, d'une certaine façon, avait valeur de métaphore historique : il y a bien deux corps du président disparu, celui qui repose au cimetière de la commune auprès de sa fille Anne et, quelques années plus tard, de son épouse, et une sorte de corps déjà mémoriel le jour de son inhumation, qui allait bientôt se transformer en une véritable statue du Commandeur au sein de la conscience nationale.

80 Car, de fait, statue du Commandeur il y eut rapidement. À tel point qu'aujourd'hui, à la Bourse des valeurs mémorielles, le général de Gaulle occupe indéniablement une place à part, devançant régulièrement, dans un ordre au demeurant variable mais qui ne vient jamais lui disputer la première place, Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon. Assurément, par rapport à de tels concurrents, il bénéficie d'un atout intrinsèque : la proximité historique. Certes, seuls les grands-parents de la France de 2020 ont encore été les contemporains « conscients » – au sens de déjà sortis de l'enfance – du général de Gaulle, mort en 1970. Tous les Français et Françaises nés après cette date, et même après 1960, ne sont, en revanche, que les enfants ou, pour la génération suivante, les petits-enfants de ces contemporains, et la mémoire directe ne peut que s'estomper. La plus grande partie du corps social n'a donc, si l'on peut dire, côtoyé le grand homme que dans les manuels d'histoire. Pour autant, il y a encore là une prime de proximité historique : la réverbération existe, par le jeu des contacts générationnels, entre le souvenir direct et le sentiment d'avoir ainsi également côtoyé, au moins par procuration, le pan d'histoire durant lequel le général de Gaulle demeurait la figure centrale.

Une telle proximité directe ou indirecte ne suffirait néanmoins pas, à elle seule, à hisser le Général tout en haut du podium de l'histoire nationale, face à de redoutables rivaux auxquels c'est au contraire la profondeur des siècles qui a conféré tout à la fois la patine et l'épaisseur historiques qui sièent aux grandes figures de cette histoire. Son statut de statue du Commandeur tient, en fait, en premier lieu à sa stature historique : il incarne, on l'a vu, des moments clefs de ce *xx^e* siècle dont 2020 reste encore le produit, en dépit de la métamorphose en cours depuis plusieurs décennies. À la différence de ses rivaux des siècles précédents ayant connu, pour parvenir à leur statut mémoriel, une sorte de béatification laïque conférée par l'école primaire, qui a adouci leurs arêtes vives et ciselé des personnages édifiants et passablement compassés, le

statut de De Gaulle, précisément parce qu'il reste chargé d'une histoire proche, est davantage contrasté mais par là même plus présent.

D'une telle figure composite, dont nous avons présenté les différents ingrédients au fil de leur sédimentation progressive, le chef de la France libre et le fondateur de la V^e République constituent indéniablement les facettes historiquement les plus denses et, de ce fait, les plus à même de laisser une trace mémorielle. Quand, le 26 août 1944, Charles de Gaulle descend les Champs-Élysées, la France de Londres puis d'Alger qu'il incarne remplace *de facto* la France de Vichy, dont les figures de proue sont parties dans les fourgons de l'ennemi, et le peuple français se retrouve à nouveau en guerre contre l'Allemagne, comme si l'armistice de juin 1940 n'avait pas existé, et ainsi bientôt dans le camp des vainqueurs, comme si la défaite militaire endurée quatre ans plus tôt n'avait jamais eu lieu. À sa manière, le général de Gaulle est donc à ce moment l'acteur principal d'un blanchiment historique sans précédent. Les cloches de Notre-Dame qui retentissent ce 26 août 1944 résonneront longtemps après cette journée de liesse car, par-delà la joie d'une ville libérée, elles signifient que la France reprend alors, au moins en partie, la main sur son destin historique, qui aurait, de ce fait, été simplement suspendu en 1940. Et, quelques mois plus tard, le sursaut du maréchal Keitel est, on l'a déjà souligné, révélateur : la France défaite en ce printemps 1940 est bien alors dans le camp des vainqueurs et se proclame aussi à la face du monde comme l'une des grandes puissances de l'après-guerre.

81

Les anciens vichystes pourront d'autant moins parasiter cette mémoire gaulliste dominante que, bien des études historiques l'ont prouvé, celle-ci a trouvé dans la mémoire communiste une rivale devenue, sur ce plan, une alliée de circonstance. L'une et l'autre, tant qu'elles resteront fortes, s'épauleront dans la célébration et la perpétuation d'une mémoire célébrant une France victorieuse mais aussi largement résistante durant les années noires de l'Occupation.

La mémoire gaulliste ne puise cependant pas à cette seule source de la Seconde Guerre mondiale et du « rang » retrouvé à la Libération. La fondation de la V^e République en est, on l'a vu, l'autre ingrédient, cette mémoire étant bien une mémoire de synthèse. Outre les différences de sensibilité politique et indépendamment même des jugements initialement favorables ou pas du personnel politique de l'époque à propos des institutions de la V^e République, le fondateur de celle-ci, et son incarnation durant plus d'une décennie en tant que premier président de ce nouveau régime, devient bien la statue du Commandeur déjà évoquée. Ayant alors poursuivi son œuvre de rétablissement du « rang » et de la

« grandeur » de l'État-nation France, c'est sa personne ou son héritage qui furent souvent invoqués par la suite, et ce bien au-delà de la mouvance gaulliste, quand menaceront les atteintes à la souveraineté nationale ou, plus largement, quand se feront jour des périls, réels ou supposés, pour cet État-nation.

UN HOMME DE L'ATLANTIDE ?

Héritage : le terme convient-il encore, cinquante ans après la mort du général de Gaulle ? Ou bien seule la prime de proximité historique jouette encore quelque peu, sans que subsiste une réelle adhésion à une vision politique, ou au moins historique, commune ? Et une telle prime suffirait-elle à constituer un des éléments du vivre-ensemble dans la France contemporaine ?

82

Car, à y bien regarder, cette prime de proximité historique perd, elle aussi, de façon mécanique, son efficacité. De Gaulle était un homme né au XIX^e siècle, historiquement présent durant les deux premiers tiers du siècle suivant, mais quand il meurt, en 1970, le monde est bipolarisé sur le plan géopolitique, les États-Unis en sont toujours la puissance dominante et le processus de globalisation s'amorce à peine. Autrement dit, la sensibilité politique qui s'était cristallisée autour de lui était le fruit d'une telle situation à laquelle s'ajoutait, bien sûr, la composante liée à son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. Une sensibilité politique – et, quand elle est davantage structurée, une culture politique – est toujours, en effet, une réponse à des enjeux : littéralement, ce qui est en jeu, et donc en débat, à un moment donné, au sein d'une communauté donnée, souvent au XX^e siècle un État-nation. Le gaullisme, indéniablement, a été, à une époque précise, l'une de ces réponses, et même une réponse incarnée. Bien plus, l'aura historique du général de Gaulle a été si dense que, loin de dépérir, la sensibilité cristallisée autour de lui s'est trouvée dans un premier temps vivifiée par un tel rayonnement posthume, débarrassé qui plus est des scories du combat politique au quotidien.

Pour autant, étant l'ombre portée d'une époque, ce gaullisme, même ainsi prolongé de quelques décennies, est donc historiquement daté et son aptitude à demeurer un ciment s'est forcément étioyée au fil de ces mêmes décennies. Et les générations gaullistes successives, qui, par la force des choses, n'ont plus eu bientôt d'adhérence historique directe avec la phase du gaullisme gaullien, ont perdu peu à peu, en outre, la souche politique originelle, à tel point du reste que, dès les années 1970, il sera question, jusque dans leurs propres rangs, de néogaullisme. Non que

les convictions gaullistes proclamées par ces générations n'aient pas été sincères mais, le renouvellement des classes d'âge aidant, elles ont perdu leurs teintes d'origine. C'est même cette baisse de densité gaulliste qui a permis aux générations du Rassemblement pour la République de se rapprocher, à partir des années 1980 et dans leur opposition commune à la gauche au pouvoir, des libéraux de l'Union pour la démocratie française. À tel point d'ailleurs qu'en 2002, soit deux décennies plus tard, la création de l'Union pour un mouvement populaire est venue entériner une telle évolution.

Vingt ans à nouveau plus tard, qu'en est-il de ce gaullisme à la fois comme trace mémorielle et comme éventuel ciment ? Certes, chaque année, les visites d'hommes et de femmes politiques continuent sur la tombe de Colombey, le 9 novembre, anniversaire de la mort du général de Gaulle. Assurément, l'onction gaulliste ainsi recueillie indirectement ce jour-là apparaît à beaucoup comme un baume de pureté politique et, de ce fait, un viatique électoral : se recueillir devant le corps défunt pour recueillir l'ombre portée, en d'autres termes le second corps. Et la trace mémorielle présumée resterait ainsi positive, au moins comme talisman. En 1990, en tout cas, à l'occasion du centenaire de la naissance de De Gaulle, une enquête de la Sofres donnait 84 % de réponses positives à la question : « Comment jugez-vous l'action du général de Gaulle ? »

83

Pour autant, puisque cette trace mémorielle relevait d'une empreinte politiquement et idéologiquement aux teintes peu à peu délavées, conservait-elle aussi ses vertus de coagulation au sein de la communauté nationale ? En 1990, à coup sûr : l'enquête mentionnée assortissait les réponses positives de qualificatifs sans ambiguïté sur ce point – les termes « grandeur » et « autorité », notamment, y étaient très souvent cités. Mais, trente ans plus tard encore, alors que cette communauté nationale n'a plus la même cohésion qu'au début de la V^e République et que l'État-nation France se retrouve dans un monde globalisé, de telles vertus sont-elles encore à l'œuvre ?

La réponse est-elle dans la question et faut-il considérer que le général de Gaulle est encore le représentant d'une France engloutie, celle d'avant le grand basculement anthropologique amorcé dans les années 1960 et d'avant la globalisation économique qui, avec l'implosion de l'Union soviétique, demeure la grande donnée constitutive de la fin du xx^e siècle ? Et, à supposer que tel soit le cas sur le strict plan du constat historique, celui-ci l'exclut-il pour autant totalement de notre contemporanéité, sa place en haut du podium n'étant somme toute qu'une situation hors

sol et non en surplomb ? Ce serait oublier tout ce qui précède : plus qu'un homme de l'Atlantide, il est resté à bien des égards une statue du Commandeur. La trace mémorielle a pu, certes, perdre de ses couleurs et devenir par là même en partie floue, elle n'en demeure pas moins présente et de surcroît, on l'a vu, ravivée par une vulgate scolaire qui survit aux changements de programme.

84 Le général de Gaulle demeure, dans cette mémoire et dans ces programmes, l'homme qui, tour à tour ou concomitamment, a incarné l'État-nation dans l'épreuve, proclamé sa « grandeur », défendu son « rang » et forgé des institutions qui ont paru lui redonner son efficience. Et ces institutions, même si elles sont parfois aujourd'hui remises en question, ont assuré la stabilité du pouvoir politique, y compris lors des deux derniers quinquennats : François Hollande face à des pics d'impopularité jusque-là inconnus, Emmanuel Macron face à la crise des « gilets jaunes » et, plus largement, un malaise social persistant, sans compter, bien sûr, la crise sanitaire à partir de mars 2020. Une telle stabilité ainsi assurée n'apparaît plus forcément comme un legs du général de Gaulle mais confère confusément à celui-ci, sinon une ombre portée thaumaturge, en tout cas un supplément d'aura historique. Dans une Europe parcourue çà et là depuis plusieurs années par des nationalismes de fermeture, il est plutôt le symbole d'un État-nation restauré au nom de valeurs que foulait aux pieds l'Allemagne nazie, puis réhabilité en 1958 tout en menant à terme un processus de décolonisation. En d'autres termes, un État-nation à deux reprises resté maître de son destin historique dans l'épreuve sans renier la dose d'universalité tirée de son histoire. Il y a assurément une part de mythe dans une telle vision épurée de toutes ses scories, mais la mémoire collective charrie le plus souvent elle aussi une part de mythe qui contribue, du reste, à renforcer le ciment. Et c'est bien en ce domaine, probablement, qu'une telle fonction de liant conserve une réelle efficience. Homme d'une autre époque, le général de Gaulle peut difficilement apparaître comme une balise dans un monde déboussolé. Il garde cependant, par de telles capacités adhésives, son rôle de talisman : à défaut de donner le cap, il peut être invoqué, de façon au demeurant largement incantatoire, comme modèle historique de détermination. Avec l'espoir, peut-être, d'un peu de magie résiduelle : pas un roi thaumaturge, certes, mais les vestiges de mots qui paraissaient avoir prise sur le cours de l'Histoire et permettaient aussi d'y entrer en majesté.

R É S U M É

Le général de Gaulle n'est pas seulement une figure majeure de l'histoire française, il y est doublement présent : non seulement, bien sûr, par la forte empreinte directe qu'il y a posée, mais aussi par la trace mémorielle très dense qu'il y a laissée. Ce sont donc bien deux strates, à la fois distinctes et imbriquées, qu'il convient de sonder pour rendre compte de cette place gaullienne dans notre histoire nationale.

